

Remarques et débats sur la situation au Moyen-Orient

Quelles sont les responsabilités réelles de l'impérialisme américain ?

Rarement, une situation aura été si dramatique et si compliquée à déchiffrer. C'est une situation nouvelle où toute une région est aujourd'hui emportée par la guerre et le chaos ; une situation nouvelle dominée par l'émergence de la barbarie incarnée par Daesh, une dislocation des Etats comme l'Irak, la Syrie, la Libye et, demain, le Liban, des massacres de populations comme en Syrie par le régime dictatorial et, aujourd'hui, l'intervention occidentale. Cette intervention des impérialismes occidentaux n'est pas la répétition des interventions de 2001 en Afghanistan ou en 2003 en Irak avec conquêtes de territoires, objectifs économiques comme le pétrole, envoi de troupes au sol. Il semble qu'il n'y a pas de plan pré établi, que les objectifs de guerre ne sont pas maîtrisés. Ils sont intervenus dans l'urgence. La situation va, bien entendu, évoluer et les enchaînements destructeurs modifieront les politiques des uns et des autres.

La responsabilité historique ou politique des USA et des puissances occidentales est écrasante. Sur la longue durée, l'échec ou la faillite des régimes nationalistes arabes expliquent aussi l'explosion de la barbarie de courants comme Daesh ou Al-Qaïda. L'invasion américaine en Irak en 2003 a détruit ce pays et a déstabilisé toute la région. Mais, aujourd'hui, l'analyse de la situation et la politique qui doit en découler ne peuvent se réduire à la dénonciation de l'impérialisme occidental. La situation actuelle ne peut être saisie qu'en prenant en compte une imbrication de multiples conflits et guerres qui se cumulent avec l'intervention occidentale et le jeu d'autres puissances comme la Russie ou des puissances régionales comme l'Arabie Saoudite, l'Iran et la Turquie :

Notons :

- La dislocation de l'Etat irakien et le conflit entre le gouvernement corrompu dominé par les chiites et Daesh, agglutinant une partie des tribus sunnites et des segments de l'ancienne armée de Saddam Hussein. Conflit qui a une troisième dimension avec l'attaque des djihadistes contre les Kurdes et leurs organisations.

- La guerre en Syrie entre la dictature de Bachar el Assad et les factions islamistes dont Daesh, mais aussi l'AS qui exprime la dynamique initiale de rébellion populaire, affaiblie, mais existante encore dans une série de villes et villages. A noter le jeu de la dictature avec Daesh ou al Nostra (Al-Qaïda) pour casser la rébellion démocratique.

- Les interventions et manœuvres des puissances régionales comme l'Arabie Saoudite, le Qatar ou la Turquie qui ont armé les djihadistes, même directement, les bandes de Daesh, contre le régime syrien. Ce dernier étant, à son tour soutenu par l'Iran et les milices du Hezbollah. Milices qui ont, plus d'une fois, sauvé la mise au régime.

- L'agression israélienne contre la bande de Gaza, résultant de l'extrême droitisation de la politique et de la société israélienne. Les organisations de colons représentant la pointe avancée de cette extrême droite sioniste. Le refus du gouvernement israélien de toute négociation sérieuse et compromis avec les Palestiniens, participe du chaos contre-révolutionnaire de la région.

Cette imbrication de conflits est le résultat de l'intervention destructrice des puissances impérialistes, mais aussi de leur affaiblissement et de leur déclin dans la région qui donne plus d'autonomie et d'espaces à ces multiples forces contre-révolutionnaires.

Rappelons-nous de la présence et de la force de l'impérialisme américain du début des années 90 à la fin des années 2000 dans toute la région, avec point culminant les interventions en Irak et en Afghanistan et comparons-la à la situation actuelle.

Les USA ont retiré l'essentiel de leurs troupes en Irak ou sont engagés dans le retrait en Afghanistan sur la base d'une défaite politique et militaire. Ce recul a été aussi amplifié par les soulèvements démocratiques dans les années 2010. Cette défaite a provoqué les hésitations et changements de position que l'on a connus dans la dernière période : intervention indirecte en Libye où ce sont les gouvernements français et anglais qui sont montés en première ligne ; changement, plusieurs fois de positions en Egypte (soutien à Moubarak, puis aux Frères musulmans, puis, actuellement à Sissi) ; hésitations sur la Syrie où Washington, tout en dénonçant le régime, a veillé à ne pas trop l'affaiblir pour qu'il continue à contenir les aspirations démocratiques de son peuple et, aussi, la pression islamiste.

Le refus, en particulier des puissances occidentales, d'aider la rébellion démocratique est une des raisons majeures de la poussée des djihadistes en Syrie puis en Irak.

Aujourd'hui dans cette galaxie de contre-révolutions, le monstre barbare Daesh est devenu trop important, trop nombreux, trop armé pour les puissances impérialistes.. Il va trop loin, dans le génocide de minorités, comme les yézidis, les kurdes ou les chrétiens. Il va trop loin dans ses prétentions à occuper des positions territoriales en Irak et en Syrie. Il va trop loin dans son accaparement des zones pétrolières. Il faut le contenir, l'affaiblir et détruire ses capacités militaires. Les puissances occidentales comme l'essentiel des puissances régionales, chacune pour ses raisons propres, ont donc décidé d'intervenir.

Mais l'ennemi des peuples, ce n'est pas seulement l'intervention occidentale, mais une autre puissance impérialiste comme la Russie qui soutient le régime syrien. Ce sont aussi les autres puissances régionales – les pays du golfe – et les régimes corrompus de la région. Mais aujourd'hui, c'est avant tout Daesh, qui est le concentré « islamo-fasciste » (même si cette caractérisation est sûrement partielle) de cette de la barbarie dans la région. Il est décisif pour marquer notre solidarité avec les peuples de

la région, en particulier les peuples les plus opprimés – syrien, kurde – de dénoncer toutes ces « contre-révolutions », tous ces ennemis et pas de faire silence sur « les barbares » ou d'expliquer leurs activités criminelles comme seule conséquence de l'intervention impérialiste occidentale. Ils ont une responsabilité propre ressentie dans leur chair par des dizaines de milliers de victimes.

Le Moyen-Orient dominé par les contre-révolutions ?

L'intervention occidentale et celle des puissances de la région s'expliquent avant tout par la nécessité d'écraser « le monstre Frankeistein » qui a échappé à ses maîtres : l'Arabie saoudite, le Qatar et d'autres régimes de la région. Mais on ne peut comprendre cette situation, tant le développement de Daesh que ces « nouvelles initiatives » impérialistes, sans analyser le moment actuel des « révolutions arabes ». La notion de processus révolutionnaire de longue durée traduit effectivement l'instabilité chronique, les rebonds des mouvements de masses, la crise structurelle des classes dominantes. Mais cette analyse de longue durée ne doit pas nous conduire à faire l'économie de l'analyse du moment actuel.

Même si des mouvements partiels ou des grèves, ou de nouvelles mobilisations comme au Yémen peuvent s'exprimer ici et là, force est de constater que la situation est aujourd'hui polarisée par une confrontation « dictature militaire » et « forces islamistes » voire par des luttes de « factions inter-islamistes », comme c'est le cas en Libye. Mais, malheureusement, la situation est aussi déterminée par l'affrontement entre la dictature militaire de Sissi et des Frères musulmans en Égypte, la guerre en Syrie du dictateur Bachar contre une rébellion dominée aujourd'hui par les islamistes, une dislocation de l'État irakien entre chiites, sunnites et kurdes. Et dans cette confrontation, les forces qui dominent sont celles de la contre-révolution, militaire ou islamique. C'est ce recul des processus révolutionnaires qui explique aussi le moment choisi par Israël pour intervenir à Gaza.

Le seul pays qui échappe à une confrontation de ce type, c'est la Tunisie, même si on ne doit pas sous-estimer ce que représentent les forces islamistes, comme Ennahda. Mais la Tunisie, d'ailleurs à l'initiative des révolutions arabes, a pu, grâce à ses mobilisations populaires sociales et démocratiques, et à l'existence d'un mouvement ouvrier, d'un mouvement syndical important, à savoir l'UGTT, contenir les islamistes.

Un processus révolutionnaire doit être analysé sur la longue durée, aussi est-il faux de parler d'« hiver islamiste ou militaire » après avoir annoncé « les printemps arabes », mais il est indéniable que la situation actuelle traduit un arrêt voire une involution du processus et que l'on ne peut comprendre la configuration actuelle sans analyser les échecs des processus révolutionnaires.

Quelle solidarité ?

Nous voyons bien que notre grille de lecture ne peut être réduite à la seule intervention nord-américaine. D'ailleurs, contrairement aux courants néo ou post-stalinien ou à des courants comme le chavisme en Amérique latine, notre position n'a jamais été guidée par la défense d'un camp d'États contre un autre camp d'États. Notre point de vue part des intérêts sociaux ou de la défense de droits de peuples opprimés. Nous avons, dès le début de la rébellion populaire en Syrie, rejeté toute vision « campiste », qui au nom de la lutte contre l'impérialisme occidental, nous aurait conduits à soutenir Bachar al Assad, avec les Russes et les Iraniens. Nous avons dès le début, essayé d'œuvrer à la solidarité avec le peuple syrien contre la dictature. Nous avons ainsi refusé d'appeler à des manifestations contre le seul impérialisme américain où nous ne pouvions que retrouver en nombre les supporters d'Assad.

Notre position doit donc partir de la solidarité avec la lutte des peuples et, en particulier, les peuples les plus opprimés les peuples de Syrie, d'Irak, du Kurdistan, qui luttent contre la dictature d'Assad et les bandes armées de Daech. Dans la situation actuelle critique, il s'agit même de la sauvegarde des vies et des sociétés humaines.

Nous dénonçons l'intervention impérialiste, car son objectif n'est pas d'aider les peuples, mais de défendre ses propres intérêts stratégiques, économiques, politiques et militaires dans la région. Les frappes américaines qui ont commencé sur des cibles militaires dans des zones peu habitées commencent déjà, à faire des victimes parmi les habitants de certains villages syriens. Plus les rebelles syriens ou les forces du PKK dénoncent, dans certaines zones, l'absence d'intervention pour sauver des populations. Mais au-delà, toute intervention militaire étrangère ne peut que faire le jeu de Daesh qui se présentera comme le défenseur des Arabes sunnites contre l'Occident. Donc aucun soutien à une intervention militaire étrangère qui ne peut être dissociée des intérêts impérialistes. Mais en même temps, nous devons rejeter, sans aucune ambiguïté, Daech, la dictature de Bachar el Assad et toutes les forces réactionnaires de la région.

Au contraire nous devons par tous les moyens marquer notre solidarité avec les peuples victimes de la barbarie. Cela doit passer par une aide politique, humanitaire, matérielle, et militaire aux peuples et aux organisations progressistes qui le demandent, aujourd'hui des secteurs démocratiques de la rébellion syrienne et de la résistance kurde. Notre politique, c'est de donner les moyens aux peuples de la région d'avoir leur propre autodétermination, ce qui exige le refus de toute subordination à l'impérialisme. Cette solidarité passe aussi par une dénonciation du racisme et de l'islamophobie, ici et maintenant. Elle refuse aussi l'union nationale qui couvre les politiques impérialistes.

Alors, peut-on soutenir une demande des secteurs progressistes syriens ou kurdes qui demandent à nos gouvernements de les aider ? Notre critère, c'est la sauvegarde de vies humaines et la défense des droits des peuples. Et dans ce cas aucune hésitation.

Trotsky, dans un texte intitulé « apprendre à penser », « conseil amical à l'adresse de certains ultragauches » indiquait : « Est-ce que le prolétariat rejette et sabote en temps de paix toutes les actions et mesures d'un gouvernement bourgeois ? Même lors d'une grève qui embrasse toute une ville, les ouvriers prennent des mesures pour que dans leurs quartiers il y ait suffisamment de vivres, pour qu'on ne manque pas d'eau, pour que les hôpitaux ne souffrent en rien, etc. De telles mesures ne sont pas dictées par quelque opportunisme envers la bourgeoisie, mais par le souci des intérêts de la grève elle-même, le souci d'avoir pour elle la sympathie des couches les moins favorisées de la ville, etc. Ces règles élémentaires de la stratégie prolétarienne en temps de paix conservent encore toute leur valeur en temps de guerre » et plus loin... « Dans quatre-vingt-dix cas sur cent, les ouvriers mettent bien un signe moins là où la bourgeoisie met un signe plus. Cependant, dans dix cas ils sont contraints de mettre le même signe que la bourgeoisie, mais ils le font avec leur propre estampille, exprimant ainsi leur défiance envers la bourgeoisie. La politique du prolétariat ne se déduit pas automatiquement de la politique de la bourgeoisie en mettant le signe contraire – en ce cas-là, chaque sectaire serait un grand stratège ». (20 mai 1938)

Cette citation un peu longue doit nous conduire de faire à chaque fois, l'analyse concrète de la situation concrète. Notre « propre estampille », c'est de rappeler à chaque fois les responsabilités de l'impérialisme, la défiance vis-à-vis de sa politique, la nécessité d'une politique indépendante des mouvements sociaux ou des mouvements de libération nationale..., mais, dans les rapports de forces actuels et face à la barbarie, il peut y avoir « dix cas sur cent » où il peut y avoir « le même signe » entre le mouvement ouvrier, le mouvement de solidarité et nos gouvernants.

Mais, l'essentiel, c'est de construire un mouvement de solidarité indépendant qui rejette tant les interventions militaires impérialistes et la barbarie de Daech. C'est de donner tous les moyens à l'autodétermination des peuples de la région, une tâche que devrait assumer un mouvement ouvrier et progressiste digne de ce nom. La situation actuelle du mouvement ouvrier européen rend difficile une telle activité, mais elle est indispensable. Nous devons, même à contre-courant, et malgré nos faibles forces agir dans une telle perspective.

François Sabado